



## SOLUTION DURABLE POUR HAÏTI : MISER SUR LA SÉCURITÉ HUMAINE

**Major Julien Galarneau**

### JCSP 49

#### Exercice Solo Flight

##### Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© His Majesty the King in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2023.

### PCEMI n° 49

#### Exercice Solo Flight

##### Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2023.

CANADIAN FORCES COLLEGE - COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 49 - PCEMI n° 49  
2022 - 2023

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

**SOLUTION DURABLE POUR HAÏTI : MISER SUR LA SÉCURITÉ HUMAINE**

**Major Julien Galarneau**

*“This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”*

*« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »*

## Solution durable pour Haïti : miser sur la sécurité humaine

*C'est l'affaire des militaires d'escorter les enfants à l'école, si cela rend les personnes en situation de conflit plus sûres.*

– General Klaus Reinhardt, ancien commandant des Forces du Kosovo<sup>1</sup>

### INTRODUCTION

Après 30 ans d'assistance internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans la République d'Haïti, la situation est la même, sinon pire, qu'avant le début de l'aide humanitaire. Ce petit pays des Antilles de 12 millions d'habitants, avec une inflation de 44,5% en 2023<sup>2</sup>, aux prises avec toute la gamme des menaces à la sécurité humaine est en défaillance. Les institutions démocratiques sont incapables de répondre aux besoins économiques et sociaux<sup>3</sup>, une situation aggravée par l'assassinat resté impuni du Président Jovel Moïse en juillet 2021. Contribuant à l'état actuel, le tremblement de terre de 2010 a frappé un pays déjà à genoux, faisant plus de 300 000 morts, 300 000 blessés, 1,3 million de sans-abris<sup>4</sup>, détruisant la plupart des prisons, postes de police et édifices publiques<sup>5</sup> et laissant quelque 3000 détenus<sup>6</sup> en cavale. C'est avec une énergie renouvelée que l'ONU, épaulée par une myriade d'Organismes non-gouvernementaux (ONG), avait alors refait son apparition, ouvrant les valves de sommes d'argent colossales en aide internationale. Nonobstant cette bonne volonté, les résultats ont à la fois été superficiels et éphémères; les institutions haïtiennes laissées à elles-mêmes et ne reposant pas sur des bases sociétales solides, se sont écroulées. La récente Résolution 2653 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, décrivant le chaos complet qui règne à travers le pays, en particulier dans la capitale Port-au-Prince, sollicite instamment le déploiement d'une « force armée spécialisée internationale pour aider la Police nationale d'Haïti à lutter contre l'insécurité liée aux actes criminels des bandes armées »<sup>7</sup>. À la lumière de ces faits, ce texte cherche donc à définir sur quelles logiques conceptuelles une future assistance internationale devrait reposer pour assurer la pérennité d'une solution au défi haïtien. Il sera démontré qu'une approche fondée sur le principe de la *sécurité humaine* devrait être adoptée dans le contexte d'une solution globale afin de permettre un développement humain durable. En

<sup>1</sup> Rachel Grimes. "Challenges in Applying Human Security at the Strategic, Operational, and Tactical Levels". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 142

<sup>2</sup> Fond Monétaire international. Données sur Haïti. En ligne: Haiti and the IMF. Mis-à-jour jan 2023

<sup>3</sup> Gouvernement d'Haïti (Premier Ministre Ariel Henry). « Consensus national pour une Transition Inclusive et des Élections transparentes ». Le Moniteur (Journal officiel de la République d'Haïti). Port-au-Prince. 3 jan 2023. P.2

<sup>4</sup> Keith Crane et al., *Building a More Resilient Haitian State* (Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010).

<sup>5</sup> Eirin Mobekk. UN Peace Operation. In "UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016". Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P 23

<sup>6</sup> Gaëlle Rivard Piché. "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017). P. 299

<sup>7</sup> Conseil de sécurité de l'ONU. Rapport du Secrétaire général. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. S/2023/41.

effet, une récente publication canadienne démontre qu'un « cadre de sécurité humaine est absent des opérations canadiennes et alliées contemporaines. . . malgré trois décennies de développement conceptuel et théorique »<sup>8</sup>. Ce texte se déploie en deux parties; d'abord en définissant la nature des lacunes dans les interventions antérieures en Haïti, et ensuite proposer les principes clefs d'un cadre conceptuel sur lesquels structurer une intervention repensée. En première partie, il sera question du rôle de l'aide internationale dans l'affaiblissement de l'État haïtien, des impacts de la sécuritisation excessive des interventions et des conséquences du manque de cohérence de l'assistance. En deuxième partie, nous élaborerons les stratégies de sécurité humaine à adopter, soit de rechercher la désécuritisation du problème, de mettre en place les conditions d'une prospérité économique durable ainsi que d'adopter une approche inclusive et participative favorisant le renforcement du leadership local et du tissu social; le tout, dans le cadre d'une gouvernance globale plus cohérente, coordonnée et intégrée. La toile de fond aura certes une saveur canadienne, mais aussi l'ONU sera présentée comme un acteur incontournable, un forum unificateur et régulateur essentiel pour l'aide internationale en Haïti.

## **PARTIE 1 – LES LACUNES DE L'APPROCHE ACTUELLE**

### **Quand l'aide détruit : un État haïtien affaibli**

*L'atteinte à la souveraineté de l'état.* L'absence de gouvernance efficace et d'autorité étatique est l'une des principales raisons théoriques de la perpétuation de l'état de conflits et de l'aggravation de la pauvreté<sup>9</sup>. Une certaine ambiguïté est observable quant à la reconnaissance de la souveraineté westphalienne de l'État haïtien de la part des acteurs internationaux. L'aide internationale n'a pas mis en place les conditions pour que l'État haïtien puisse exercer sa souveraineté, telle que Krasner (2017) en définit le sens : « Les États. . . sont autonomes, lorsque leurs structures institutionnelles sont générées de manière autochtone. L'État [ne doit être] soumis à aucune autorité extérieure. »<sup>10</sup> Notons qu'Haïti est classé 11<sup>e</sup> état le plus fragile sur un total de 179 selon le rapport 2022 du *Fragile States Index*<sup>11</sup>. Le domaine le plus en difficulté étant la « légitimité de l'état », défini selon « le niveau de confiance de la population dans les institutions. . . [et] la capacité d'un état à exercer des fonctions de base. . . telles que la capacité de percevoir des impôts. »<sup>12</sup>. L'Index classe Haïti dans ce domaine derrière des états tel l'Afghanistan, le Sud Soudan et la Somalie. L'assistance internationale a été contreproductive dans l'habilitation de l'État haïtien, alors que parmi la communauté internationale, « les États-nations ont atteint un statut presque sacro-saint. . . La charte de l'ONU affirme le droit de

---

<sup>8</sup> Shannon Lewis-Simpson et Sarah Jane Meharg, "Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military". Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 7

<sup>9</sup> William Zartman, "Need, Creed and Greed in Intrastate Conflict," In *William Zartman: A Pioneer in Conflict Management and Area Studies: Essays on Contention and Governance*, 2019. P. 100

<sup>10</sup> Stephen Krasner. "The Persistence of State Sovereignty." In *International Politics and Institutions in Time*, edited by Orfeo Fioretos, 39-58. Oxford: Oxford UP, 2017. P. 41

<sup>11</sup> The Fragile States Index 2022: Global Data." <https://fragilestatesindex.org/global-data/>

<sup>12</sup> The Fragile States Index 2022: Global Data." <https://fragilestatesindex.org/global-data/>

tous les États-nations à maintenir une souveraineté absolue sur leur territoire. »<sup>13</sup>. Durant les décennies d'assistance internationale, l'État haïtien a été contourné et marginalisé, en partie en raison du manque de confiance, du manque de moyens et de la corruption. Cependant, l'état est l'acteur désigné pour garder la population « à l'abri de la peur et à l'abri du besoin »<sup>14</sup>, il faut donc lui donner les outils pour y parvenir. Or « les politiques économiques du pays sont en grande partie décidées à l'étranger. . . De même [que] le processus électoral d'Haïti est fortement financé par des puissances étrangères et sous surveillance »<sup>15</sup>. Piégé dans un cercle vicieux, le gouvernement haïtien souffrant du manque de ressources à sa disposition accapare donc le peu qu'il possède pour son profit et celui des élites, exacerbant l'insatisfaction de la population dont les besoins sont négligés<sup>16</sup>. Voyons comment les ONG ont contribué à cet état de fait.

*La République des ONG.* Haïti n'est pas une zone de guerre comme l'Afghanistan ou l'Irak. Il s'agit d'un pays accessible aux dimensions modestes ayant bénéficié d'un des « déploiements d'aide internationale les plus importants et les mieux financés au monde »<sup>17</sup>. Néanmoins, cette aide n'a pas permis l'autonomie haïtienne. Il est vrai que les institutions étatiques étaient déjà affaiblies durant les mandats du Président Jean-Bertrand Aristide. Des politiques de privatisation de pans de l'économie ont rendu l'État haïtien comme « une coquille impuissante à la merci de la communauté internationale »<sup>18</sup>, mettant en place les conditions d'une république d'ONG. L'absence de contrôle sur les ONG massivement présentes en Haïti « a créé un état parallèle plus puissant que le gouvernement lui-même. . . générant peu d'incitations pour le gouvernement à renforcer sa capacité à fournir des services. »<sup>19</sup> L'aide internationale a contribué à l'inflation et servi les intérêts de l'élite. Par exemple, le président des États-Unis Bill Clinton s'était excusé « d'avoir détruit la production de riz haïtienne en raison de l'aide alimentaire fournie par l'USAID [*U.S. Agency for International Development*] »<sup>20</sup>, alors que « le coût de la vie, qui a grimpé en flèche avec l'afflux massif de personnel d'ONG étrangères et de travailleurs humanitaires, est devenu prohibitif pour l'Haïtien moyen »<sup>21</sup>. Les ONG, en prenant le « contrôle de l'éducation et des soins de santé »<sup>22</sup> ont contribué à l'ostracisation d'un État haïtien « qualifié de kleptocratie »<sup>23</sup> par celles-ci. Un rapport récent du Bureau

---

<sup>13</sup> Lea David and Sinesa Malesevic. "Ideology and Nation States." In *The Routledge Handbook of Ideology and International Relations*, edited by Jonathan Leader Maynard, and Mark L. Haas, 23-39. Taylor & Francis Group, 2022. P. 23

<sup>14</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). "Rapport mondial sur le développement humain". New York, Oxford University Press. 1994. P. 24

<sup>15</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 61

<sup>16</sup> William Zartman, "Need, Creed and Greed in Intrastate Conflict," in William Zartman: A Pioneer in Conflict Management and Area Studies: Essays on Contention and Governance, 2019. P. 113

<sup>17</sup> Unni Karunakara. "Haiti: where aid failed." *The Guardian* 28 (2010): 2010.

<sup>18</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 73

<sup>19</sup> Vijaya Ramachandran and Julie Walz. "Is Haiti Doomed to be the Republic of NGOs?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 9 Jan 2012.

<sup>20</sup> Mark Schuller. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs." Rutgers University Press, 2012. P. 6

<sup>21</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 170

<sup>22</sup> Mark Schuller. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs." Rutgers University Press, 2012. P. 8

<sup>23</sup> Ibid

intégré de l'ONU en Haïti (BINUH) mentionne que des organismes internationaux œuvrant depuis plusieurs années dans des quartiers de Cité Soleil distribuent de l'aide humanitaire qui est détournée au profit de groupes criminels et échappe au contrôle étatique<sup>24</sup>. En termes quantitatifs, seule une proportion de 1% de l'aide internationale était acheminée à travers l'État haïtien, alors que les « ONG, les entrepreneurs privés et d'autres prestataires de services non étatiques [en] ont reçu 99 % »<sup>25</sup>. Le renforcement du rôle de l'État est essentiel pour qu'il puisse remplir ses fonctions de pourvoyeur et de contrôleur dans la distribution des ressources<sup>26</sup>. Entre 2010 et 2012 seulement, c'est environ six milliards de dollars qui ont été amassés pour Haïti mais à travers les ONG et les autres acteurs non étatiques qui, eux, n'étaient pas tenus de rendre des comptes à la population ni au gouvernement<sup>27</sup>. Cette aide qui échappe à la priorisation gouvernementale n'atteint souvent pas les populations qui en ont réellement besoin, crée des divisions artificielles dans la population « orientant les investissements vers la partie déjà la plus aisée [et donc sécuritaire] de la ville. »<sup>28</sup>. Le manque de régulation et de supervision des organismes privés ou non étatiques accentue la problématique; ces entités n'ont pas démontré d'intérêts à voir un état haïtien plus contrôlant. Le défi du développement durable est de permettre au gouvernement de regagner la confiance internationale et celle de sa population. Dans le cas contraire, la négligence de créer des institutions étatiques durables laisse en place les conditions d'un retour aux conflits<sup>29</sup>. Évitions donc d'accuser le gouvernement d'Haïti « d'être corrompu alors qu'il n'a même pas d'argent entre les mains pour en être corrompu! »<sup>30</sup>. En 1995 notamment, le Congrès américain avait imposé à l'USAID d'acheminer l'aide à travers les ONG seulement et non pas au gouvernement haïtien<sup>31</sup>. Aux côtés de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), qui avait pour mandat de supporter le processus démocratique et développer les organes de sécurité<sup>32</sup>, « plus de 10 000 ONG ... présentes depuis trente ans en Haïti, [ont un] bilan [qui] montre qu'elles ne peuvent pas sauver le pays. . . sans cohérence nationale. »<sup>33</sup>. L'intervention internationale ne se fait pas de manière désintéressée, la sécuritisation de la situation aggrave également la problématique, contribuant à la militarisation d'un problème économique et ne permettant

---

<sup>24</sup> Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH). « Communiqué de presse / l'ONU en Haïti est préoccupée par la recrudescence des actes de violence perpétrés contre la population ». 21 mars 2023

<sup>25</sup> Vijaya Ramachandran and Julie Walz. "Is Haiti Doomed to be the Republic of NGOs?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 2012 9 Jan 2012

<sup>26</sup> William Zartman, "Need, Creed and Greed in Intrastate Conflict," in William Zartman: A Pioneer in Conflict Management and Area Studies: Essays on Contention and Governance, 2019. P. 113

<sup>27</sup> Vijaya Ramachandran and Julie Walz. "Haiti: Where Has All the Money Gone?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 2012 14 May 2012

<sup>28</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 97

<sup>29</sup> Eirin Mobekk. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P. 23

<sup>30</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 100

<sup>31</sup> Mark Schuller. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs". Rutgers Univ. Press, 2012

<sup>32</sup> Gaëlle Rivard Piché. "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017). P. 293

<sup>33</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 107

pas à l'état de prendre le rôle de leadership qui préviendra la multiplication de groupes armés non étatiques.

### Une sécurisation excessive

L'État haïtien a été marginalisé par l'approche sécuritaire des missions de l'ONU, l'éloignant de sa propre population, priorisant les efforts de la MINUSTAH sur la lutte aux groupes d'oppositions davantage que sur le renforcement positif centré sur les individus. Selon une très récente publication du Centre d'excellence Dallaire pour la paix et la sécurité, « l'usage excessif de la force [et] l'application sélective des mesures de sécurité... renforcent le sentiment de marginalisation et d'aliénation chez les citoyens. »<sup>34</sup>. Alors que la fin de la guerre froide a vu une volonté des états à « veiller à ce que les ressources consacrées à l'armée soient désormais de plus en plus détournées vers des programmes plus centrés sur l'humain »<sup>35</sup>, le Rapport Mondial sur le Développement Humain de 1994 proposait pour sa part le concept de « dividende de paix »<sup>36</sup>, soit la valeur ajoutée qu'offre une approche non sécuritaire à une problématique. L'approche actuelle a donc tendance à donner « plus d'attention à la dimension *d'absence de peur* qu'à la dimension *d'absence de besoin* »<sup>37</sup>. Or, les trois premiers des 17 Objectifs Globaux de l'ONU sont la lutte contre « la pauvreté », « la faim » et la promotion de « la santé et du bien-être »<sup>38</sup>. Par conséquent, le développement durable n'est pas possible sans une hiérarchisation judicieuse des sphères d'intervention. Le risque avec la sécuritisation d'un problème sociétal et économique, est « [d']étouffer la société civile, mettre en péril la démocratie et créer des états coercitifs dont la seule légitimité découle de la lutte contre les menaces sécuritaires croissantes. »<sup>39</sup>. Alors que le pays n'était pas en situation de conflit armé ou post-confliktuelle<sup>40</sup>, Haïti a été désigné comme un problème sécuritaire *dès le commencement* des missions de l'ONU.

En effet, la méthode de cartographie sécuritaire, soit la division de la capitale haïtienne en zones de risque par couleur verte (sécuritaire), jaune (à risque) et rouge (à éviter) pourrait avoir été contre-productive, selon Lemay-Hébert (2018), en créant artificiellement des classes sociales et économiques d'habitants<sup>41</sup>. Notons que les deux vagues de missions de l'ONU, soit 1993-2001 et 2004-2017, ont focalisé principalement

<sup>34</sup> Clare Hutchinson. "A Canadian Framework for Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 229-235. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 230

<sup>35</sup> Shahin Malik. "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice* edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. Section 1, Chapter 5. P. 65

<sup>36</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). "Rapport mondial sur le développement humain". New York, Oxford University Press. 1994. P. 48

<sup>37</sup> Myriam Denov. "United Nations and Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 74-94. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 84

<sup>38</sup> The Global Goals. "Les Objectifs". Project Everyone. Site web. <https://www.globalgoals.org/fr/>

<sup>39</sup> S. MacFarlane, Neil and Yuen Foong Khong. "Human Security and the UN: A Critique." Chap. 7 in *Human Security and the UN: A Critical History*. Bloomington: Indiana University Press, 2006. P. 242

<sup>40</sup> Eirin Mobekk. UN Peace Operation. In "UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016". Taylor & Francis, 2016. Chap 1, p. 23

<sup>41</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 88

sur la création « d'une force de police, la démocratisation et la garantie de la sécurité et de la stabilité... le DDR [le désarmement, la démobilisation et la réintégration], la justice et la réforme pénale »<sup>42</sup>. En « stigmatisant les acteurs locaux... [et par conséquent] en fournissant une base très fragile pour les missions de la paix »<sup>43</sup>, le narratif de la mission met un accent important sur l'insécurité du pays qui ne contribue pas au tissu social. Alors qu'Haïti se situe 164<sup>e</sup> sur 180 sur l'Indice de la Perception de Corruption<sup>44</sup>, la plaçant aux côtés du Chad, du Soudan et du Turkménistan, la sécuritisation aggrave encore le clivage dans la population, réduit la transparence de l'état et réduit les liens entre les communautés et l'état. Les leçons apprises démontrent qu'une approche trop militarisée engendre la méfiance de la population, alors que la MINUSTAH était perçue comme une force d'occupation, travaillant avec une Police Nationale d'Haïti (PNH) qui portait encore l'étiquette de la corruption<sup>45</sup>. Dans cette même veine, la division de la capitale en zones de risque a créé un rapprochement des intervenants étrangers avec la bourgeoisie haïtienne<sup>46</sup>.

La présence militaire de l'ONU, qui a culminé à quelque 13 000 soldats étrangers en date de 2014, a engendré une dépendance de l'État haïtien en « fournissant la principale force coercitive organisée opérant dans le pays. . . conçue avec peu de débats ou de discussions nationales. . . et n'étaient pas représentative des aspirations haïtiennes »<sup>47</sup>. Le premier rôle de la MINUSTAH, renouvelé lors de l'élection présidentielle haïtienne de 2011, était en effet de « restaurer un climat sûr et stable »<sup>48</sup>, mais cette œuvre ne permettait pas un renforcement durable des institutions haïtiennes encore perçues comme celles d'un « État prédateur »<sup>49</sup>. Il pourrait être possible de croire que la situation a été sécurisée de manière exogène, ou sécurisée par les élites haïtiennes dans une optique de survie politique antidémocratique. En effet, tel que le mentionnait sans équivoque le conseiller principal à la sécurité de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH) en 2018 :

Le pays a besoin d'une nouvelle évaluation des risques sécuritaires. Ce n'est pas un pays à haut risque. Il n'y a pas de terrorisme, pas de conflits. Vous avez la criminalité et les troubles civils, mais pas contrairement à de nombreux pays ... Dans l'ensemble, c'est un lieu d'affectation à faible risque.<sup>50</sup>

---

<sup>42</sup> Eirin Mobekk. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P.23

<sup>43</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 90

<sup>44</sup> Transparency International. Corruption Perceptions Index. 2021. En ligne : 2021 Corruption Perceptions Index - Explore the... - Transparency.org

<sup>45</sup> Gaëlle Rivard Piché. "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017). P 296

<sup>46</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 91

<sup>47</sup> Robert Fattouh, "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 91

<sup>48</sup> ONU. MINUSTA. Site web : MINUSTAH | Nations Unies Maintien de la paix

<sup>49</sup> Gaëlle Rivard Piché. "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017). P 294

<sup>50</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 97



Il est donc impératif de répondre aux besoins de base de la population de manière durable et cohérente, en se détachant d'un paradigme sécuritaire qui n'a pas démontré son efficacité à renforcer la confiance et la pérennité des institutions haïtiennes.

### **Une aide incohérente qui n'a pas ciblé la racine du problème**

Alors que 1,3 million de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25\$ par jour<sup>51</sup> en Amérique latine et dans les Caraïbes, « Haïti compte le plus de personnes dans la catégorie des plus pauvres des plus pauvres »<sup>52</sup>, défavorisées sur l'ensemble des aspects dont la nutrition, la mortalité infantile, les besoins sanitaires, l'eau potable et l'hébergement<sup>53</sup>. En date de 2007, une étude a démontré que 55% de la population haïtienne dépendait des remises d'argent venues de leurs proches à l'étranger, à hauteur de 1,6 milliard de dollars US. Cette dépendance est aggravée par le fait qu'Haïti « n'a ni bourgeoisie productive, ni classe ouvrière significative »<sup>54</sup>. D'ailleurs, selon le gouvernement haïtien, en 2023 l'insécurité alimentaire affecte encore plus de 50% de la population<sup>55</sup>. Les ONG, responsables de répondre aux besoins *des plus pauvres des plus pauvres* étaient « structurellement parlant, concurrentes les unes aux autres et même face au gouvernement haïtien lui-même. Pourquoi partager des informations ou coordonner [entre] des entités qui se font concurrence pour les mêmes ressources? »<sup>56</sup>. La littérature sur les sources de conflits souligne que les privations dans les besoins de base ont un rôle moteur dans la perpétuation des conflits; à l'opposé, les gens dont les besoins sont satisfaits ne recherchent pas le conflit<sup>57</sup>. L'assistance étrangère doit donc éviter d'avoir un impact négatif sur l'économie locale; par exemple, « les propriétaires et les commerçants ont reçu des gains substantiels. . . et la protection par l'ONU de leur propriété privée et leurs usines vides pour abriter les troupes de l'ONU »<sup>58</sup>. La présence des ONG avait contribué à cette situation de pauvreté en causant la perte d'emploi dans les manufactures.

Par ailleurs, il est aussi suggéré que l'éclosion du choléra soit une conséquence de l'échec de l'aide internationale post-tremblement de terre. En partie expliqué par le manque de coordination et de supervision des ONG qui avaient davantage de comptes à rendre à leurs commanditaires plutôt qu'aux organes de gouvernance, les camps de sans-abris haïtiens étaient nettement sous-alimentés en eau potable et sous-équipés en toilettes<sup>59</sup>. Il est convenable de se demander si l'absence de cohérence n'a fait que perpétuer le cycle de pauvreté et de violence. L'histoire démontre en effet que, « après

---

<sup>51</sup> Shahin Malik. "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice*. edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. Section 1, Chapter 5. P. 62

<sup>52</sup> UNDP 2022 report: 2022 Global Multidimensional Poverty Index (MPI) | Human Development Reports (undp.org)

<sup>53</sup> Ibid.

<sup>54</sup> Robert Fatton. "Haiti: Trapped in the outer periphery". Lynne Rienner Publishers, 2014. P. 60

<sup>55</sup> Gouvernement d'Haïti (PM Ariel Henry). « Consensus national pour une Transition Inclusive et des Élections transparentes ». Le Moniteur (Journal officiel d'Haïti). Port-au-Prince. 3 jan 2023

<sup>56</sup> Mark Schuller. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs". Rutgers University Press, 2012. P. 176

<sup>57</sup> William Zartman, "Need, Creed and Greed in Intrastate Conflict," in *William Zartman: A Pioneer in Conflict Management and Area Studies: Essays on Contention and Governance*, 2019. P. 100

<sup>58</sup> Mark Schuller. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs". Rutgers University Press, 2012. P. 29

<sup>59</sup> Idem. P. 176

des opérations de paix à long terme, tant de pays retombent dans la violence et la mauvaise gouvernance. . . [en raison] d'approches *cloisonnées* dans chaque secteur. »<sup>60</sup>. Très peu d'agences ont mis en œuvre des mesures concrètes pour lutter contre le choléra, telles que la distribution d'eau potable et la collecte des déchets<sup>61</sup>. Une vision renouvelée, basée sur la sécurité humaine, sera donc nécessaire pour prioriser les besoins essentiels des individus, afin d'établir des fondations solides et durables qui vont renforcer la crédibilité des institutions étatiques haïtiennes et cesser le cycle de la violence.

## **PARTIE 2 – POUR UNE APPROCHE BASÉE SUR LA SÉCURITÉ HUMAINE**

### **Prioriser la sécurité humaine par la désécurisation de la situation**

Le paradigme de sécurisation, tel que le présente efficacement Taureck (2006), suggère que « la sécurité est un acte de langage (illocutoire), que c'est uniquement en prononçant la *sécurité* que quelque chose est fait »<sup>62</sup>. Sur cette même pensée, Baele et Thomson (2022) rappellent l'importance du discours dominant qui dicte la manière dont les menaces sont perçues et qui « sécurise les enjeux en déclarant quelque chose, un objet référent, existentiellement menacé »<sup>63</sup>. La cartographie sécuritaire de la capitale haïtienne, qui protège les intérêts des élites, est représentative de ce narratif. Les approches réalistes et néo-réalistes qui prévalaient dans la plus grande partie de la guerre froide, de même que la Doctrine Bush du début des années 2000, ont démontré historiquement que la sécurité de l'état a été privilégiée à celle de ses propres citoyens<sup>64</sup>. Le conflit afghan est un exemple présenté dans la littérature sur le développement durable comme une occasion manquée de miser sur la désécuritisation. Sur ce sujet, Kaldor (2022) propose que des résultats plus durables auraient été obtenus par une « approche de la sécurité humaine en Afghanistan se concentrant sur la sécurité des Afghans. . . [avec] une combinaison de consolidations de la paix descendantes [*top-down*] et ascendantes [*bottom-up*] combinée à des programmes de développement et de gouvernance. »<sup>65</sup>. Nous suggérons donc ici que, dans le cas haïtien, trop d'efforts sont faits sans implication suffisante de la population causant ainsi une incompréhension de ses besoins, ce qui fournit un terreau fertile pour l'emprise des groupes armés. Un changement de paradigme est mis de l'avant pour une meilleure sécurité humaine, plaçant leur sécurité au centre des efforts, à l'opposé de celle de l'état<sup>66</sup> et offrant une solution aux « guerres éternelles [*forever wars*] »<sup>67</sup>. L'impact serait par conséquent plus durable si les ressources dédiées à la sécurité étaient plutôt

<sup>60</sup> Eirin Mobekk. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1, p. 16

<sup>61</sup> Unni Karunakara. "Haiti: where aid failed." *The Guardian* 28 (2010): 2010

<sup>62</sup> Rita Taureck. "Securitization Theory and Securitization Studies." *Journal of International Relations and Development* 9, no. 1 (03, 2006). P. 54

<sup>63</sup> Stephane Baele and Catarina Thomson. "Securitization Theory." In *Contemporary Security Studies*. 6th ed., edited by Alan Collins, 173-185. New York: Oxford University Press, 2022. P. 174

<sup>64</sup> Shahin Malik, "Challenging Orthodoxy: Critical Security Studies," Chap. 3 in *International Security Studies: Theory and Practice*. edited by Hough, Peter, Andrew Moran, Bruce Pilbeam, and Wendy Stokes. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. P. 30

<sup>65</sup> Mary Kaldor, "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 3

<sup>66</sup> Clare Hutchinson. "A Canadian Framework for Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 229-235. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 231

<sup>67</sup> Mary Kaldor, "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 1

investies dans le développement humain comme le souligne Acharya (2011); « les pays riches dans le monde consacrent des ressources financières dix fois plus élevées aux dépenses militaires qu'à l'aide internationale »<sup>68</sup>. En transposant ces préceptes au cas haïtien, nous devons donc éviter le piège de la sécurisation qui résulte souvent instinctivement à appliquer des protocoles militaires à des problèmes socio-économiques<sup>69</sup>. MacFarlane (2006) donne l'exemple de l'aide militaire américaine contre la lutte aux narcotrafiquants en Colombie qui aurait, contrairement aux intentions souhaitées, « intensifié la militarisation et provoqué une recrudescence de la violence rurale. »<sup>70</sup> La désécuritisation implique par conséquent soit une plus grande acceptation des risques ou un réexamen des menaces réelles à la sécurité en Haïti.

En effet, la littérature suggère que le risque à la sécurité en Haïti a été surévalué. Comme l'expose l'étude de Lemay-Hébert (2018), « la cartographie de sécurité est avant tout destinée à la consommation des expatriés et. . . ne s'applique pas au personnel de terrain national. . . [elle] met en doute la capacité des Casques bleus de construire des relations efficaces avec la population. »<sup>71</sup>. Une réorientation des efforts internationaux sur les besoins humains permettrait donc une meilleure circulation de la population et des biens de consommation, l'accès aux ressources pour un plus grand nombre de citoyens et moins de clivages sociaux. Le Rapport mondial sur le développement humain de 1994 avait justement comme objectif « d'influencer les États à accepter le passage du discours de la sécurité territoriale à une plus grande importance accordée aux personnes »<sup>72</sup>. Ce rapport souligne que derrière « de nombreux conflits se cache une crise silencieuse faite de sous-développement et de pauvreté à l'échelle mondiale. . . Ni les secours d'urgence ni les interventions ponctuelles ne constituent une réponse appropriée à cette crise »<sup>73</sup>. Cette réponse doit se traduire par une plus grande importance placée sur la sécurité des individus pendant les interventions militaires<sup>74</sup>, alors que la priorité de la MINUSTAH était davantage sur le développement de la PNH. Il apparaît que le développement des forces de sécurité ne peut être durable sans l'approche basée sur la sécurité humaine. En effet, comme le mentionne Rivard Piché (2017), même après avoir rebâti la PNH, « Haïti ne [pouvait] pas en assurer la viabilité financière. . . Un nombre disproportionné d'agents de la PNH [étaient] affectés à la protection rapprochée des hommes politiques et des membres du gouvernement. »<sup>75</sup> Par ailleurs, il est important de noter qu'Haïti n'est pas dans une région instable, le pays bénéficie de voisins viables et aidants, n'est pas aux

---

<sup>68</sup> Acharya, Amitav. "La sécurité humaine." Chap. 28 in *La globalisation de la politique mondiale : Une introduction aux relations internationales*, edited by John Baylis, Steve Smith, and Patricia Owens. Montréal: Groupe Modulo, 2011. P. 498

<sup>69</sup> S. MacFarlane, Neil and Yuen Foong Khong. "Human Security and the UN: A Critique." Chap. 7 in *Human Security and the UN: A Critical History*. Bloomington: Indiana University Press, 2006. P. 242

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Nicolas Lemay-Hébert. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018). P. 97

<sup>72</sup> Shahin Malik, "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice* edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. P. 64

<sup>73</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Rapport mondial sur le développement humain ». New York, Oxford University Press. 1994. P.iii

<sup>74</sup> Mary Kaldor, "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 2

<sup>75</sup> Gaëlle Rivard Piché, "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017). P. 301

prises avec des clivages ethniques et religieux, ses élites cherchent des solutions et le pays jouit du support d'une diaspora haïtienne proche et influente<sup>76</sup>. Sur ces prémisses positives, regardons comment une éventuelle mission renouvelée de l'ONU pourrait bénéficier d'une plus grande prospérité économique pour des résultats durables.

### **Développer des assises économiques durables**

La lutte contre la pauvreté, objectif premier de développement durable selon les 17 Objectifs globaux de l'ONU, se présente comme un des fondements de la cohésion sociale. La globalisation a eu un effet pernicieux sur les états vulnérables, notamment par l'expansion de l'esclavage moderne : « beaucoup plus de personnes vivent dans des conditions assimilables à l'esclavage dans le monde aujourd'hui que jamais pendant la traite atlantique des esclaves »<sup>77</sup>. En tirant profit du Forum politique de haut niveau pour le Développement durable, sous l'égide de l'ONU, il est donc important d'accroître la pertinence de l'intervention internationale en Haïti pour favoriser des solutions durables contre la pauvreté et éviter que l'aide et l'économie de marché non réglementée ne nuisent à l'économie locale. Toute intervention multinationale doit se faire sur les bases d'une gouvernance globale unifiée dans cet objectif et consciente du rôle des acteurs non étatiques internationaux. Sur le terrain, certaines initiatives concrètes ont été porteuses de succès et les futures interventions devraient s'en inspirer, notamment, celle de l'Évaluation indépendante du projet du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de Gestion de déchets solides à Carrefour Feuilles (Port-au-Prince). Cette initiative entre 2006 et 2011 démontre que des investissements communautaires dans les quartiers marginalisés, créateurs à la fois d'emplois et de meilleures conditions de vie, « ont amélioré le niveau des services et des infrastructures dans ces zones ainsi que les relations entre population et autorités. . . [et ont] appuyé le dialogue et la construction d'une vie sociale et communautaire, privilégié l'activité rémunérée et réduit le niveau de tension. »<sup>78</sup>. L'accès à des emplois rémunérés est effectivement à la base de la création de conditions économiques durables qui diminueront la malnutrition, puisque « la faim n'est pas due à l'absence de nourriture mais à un manque de moyens »<sup>79</sup>. Des initiatives, telles que celle de Carrefour Feuilles, « offrent une occupation et activité alternative rémunérée, améliorent le niveau des services dans le quartier à travers une action visible et [contribuent au] tissu social »<sup>80</sup>; elles sont aussi simples et neutres sur le plan sécuritaire.

Pour que ce genre de projets voit le jour, les investissements doivent être injectés par le biais d'organes gouvernementaux afin d'avoir le plus de retombées positives durables par la création d'emplois publics bien rémunérés et la création d'entreprises

---

<sup>76</sup> Keith Crane et al., "Building a More Resilient Haitian State". Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010. P. 2

<sup>77</sup> Shahin Malik, "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice*. edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. Section 1, Chapter 5. P. 62

<sup>78</sup> UNDP (2011). « Evaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 12

<sup>79</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). " Rapport mondial sur le développement humain ". New York, Oxford University Press. 1994. P. 28

<sup>80</sup> UNDP (2011). « Evaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 12

locales connexes. À titre d'exemple de succès, la mission de l'ONU au Sierra Léone, à travers Vision commune des Nations Unies pour la Sierra Leone entre 2008 et 2014, a injecté des fonds significatifs afin de répondre de façon *durable* aux besoins de la population en misant sur « [l'] autonomisation des jeunes, [la] création d'emplois et [le] renforcement des capacités. »<sup>81</sup> En Haïti, il faudra éviter qu'une trop grande proportion de l'aide financière demeure sous le contrôle des ONG qui ne permettent pas d'engendrer les retombées économiques escomptées. Schuller (2012) souligne cette déclaration au sein du Ministère de l'Agriculture d'Haïti selon laquelle, « avec le même montant d'argent [que celui dont disposent les ONG] le gouvernement pourrait faire neuf fois la quantité de travail qu'une ONG pourrait faire. »<sup>82</sup> Il est donc temps de promouvoir l'économie haïtienne et d'attirer le personnel compétent vers des emplois au sein de l'appareil étatique.

En effet, « la fuite des cerveaux [*brain drain*] est un problème majeur en Haïti. . . Les salaires bas et les mauvaises conditions de travail ont rendu difficile pour la fonction publique d'attirer les personnes qualifiées qui sont restées en Haïti. »<sup>83</sup> Ramachandran et Waltz (2012) mentionnent l'émergence du concept haïtien de la « *klas* ONG [classe ONG] »<sup>84</sup>, causée par des salaires trop élevés dans la majorité des emplois au sein des ONG. L'État haïtien devrait être guidé et supervisé dans l'objectif de consolider son rôle de leader dans la stimulation économique. D'un point de vue général, « les idées libérales confirment que le commerce favorisait la paix. . . une interdépendance économique croissante, des normes démocratiques et un commerce interétatique [amène] une réduction substantielle des conflits. »<sup>85</sup> Ce que le gouvernement haïtien demande, c'est de « donner la priorité à des mesures immédiates et importantes pour mettre fin aux souffrances humanitaires dans les communautés les plus pauvres. . . créer des emplois [et] soustraire les jeunes de l'emprise et de l'attrait des gangs. »<sup>86</sup> L'éventuelle mission de l'ONU en Haïti doit adopter ces objectifs comme assises de la mission; la coopération économique est gage de paix et d'une solution plus inclusive.

### **Habiliter un leadership local et participatif**

L'approche centrée sur les personnes dans le cadre de la sécurité humaine est un concept visant « l'inclusion d'individus et de communautés diverses pour discuter des questions de sécurité d'une manière qui n'était pas possible lorsque la sécurité était

---

<sup>81</sup> Myriam Denov, "United Nations and Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 74-94. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 77

<sup>82</sup> Mark Schuller, "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs". Rutgers University Press, 2012. P. 110

<sup>83</sup> Keith Crane et al., "Building a More Resilient Haitian State". Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010. P. 28

<sup>84</sup> Vijaya Ramachandran and Julie Walz. "Is Haiti Doomed to be the Republic of NGOs?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 2012 9 Jan 2012

<sup>85</sup> Shahin Malik, "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice*. edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. Section 1, Chapter 5. P. 63

<sup>86</sup> Gouvernement d'Haïti (PM Ariel Henry). Consensus national pour une Transition Inclusive et des Élections transparentes. Le Moniteur (Journal officiel de la République d'Haïti). Port-au-Prince. 3 jan 2023

comprise comme se rapportant uniquement à l'État. »<sup>87</sup> La mise en place d'une force de police haïtienne professionnelle, adéquatement financée, équipée et ayant la confiance de la population, est le signe que plusieurs autres étapes ont été franchies auparavant, lesquelles nécessitent un engagement populaire et local. Le Secrétaire général des Nations Unies a déclaré dans ce sens que : « nous devons mieux apprendre à respecter et à soutenir l'appropriation [*ownership*] locale, le leadership et les groupes d'intérêt locaux pour la réforme. . . [sans cela], les processus d'assistance ne réussiront pas »<sup>88</sup>. Il faut savoir que la sécurité publique est aussi assurée informellement par des acteurs non étatiques, qui sont actuellement catégorisés comme organisations criminelles par la communauté internationale<sup>89</sup>. De leur côté, les ONG œuvrant localement ont mis de l'avant les exigences de leurs donateurs, plutôt que de travailler de manière à promouvoir l'appropriation locale<sup>90</sup>. Ce phénomène engendrant des clivages sociaux devra être pris en considération pour « éviter une dislocation brutale de la société »<sup>91</sup>. La réconciliation nationale sera une thématique à mettre de l'avant dans une éventuelle intervention afin d'éviter le rejet par la population d'un appareil étatique et d'une bourgeoisie en apparence corrompue et d'atténuer les disparités sociales. Selon Mobekk (2016), l'ONU ne peut seule imposer de manière externe une cohésion et une adhésion nationale. Ce leadership doit venir d'une volonté locale de la part des leaders formels et informels; l'ONU peut favoriser l'établissement d'un environnement positif à ce développement<sup>92</sup>.

Par ailleurs, la littérature canadienne décrit le principe d'autonomisation, comme celui visant à « fournir des opportunités pour inclure les exclus, guérir la fragmentation et effacer les inégalités. »<sup>93</sup>. Le projet de gestion des déchets à Carrefour Feuilles est un bel exemple de réussite en ce sens. En effet, le projet a permis : « [une] réduction significative de crimes violents après 2006 dans des quartiers marginalisés de Port-au-Prince : le Président Préval [a] forgé une coalition et [a] établi des relations avec certains chefs de gangs »<sup>94</sup> avec l'aide de la MINUSTAH. Abondant dans ce sens, Rivard Piché (2017) rappelle que : « Sous le président Préval, des efforts ont été faits pour aborder le rôle des acteurs non étatiques dans la production de l'ordre public et la sécurité au niveau

---

<sup>87</sup> Myriam Denov. "United Nations and Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 74-94. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 86

<sup>88</sup> Eirin Mobekk, "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P. 21

<sup>89</sup> Gaëlle Rivard Piché, "Security Sector Reform". in *Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability*. Canadian Foreign Policy Journal 23, no. 3 (2017). P. 293

<sup>90</sup> Eirin Mobekk, "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P. 21

<sup>91</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). " Rapport mondial sur le développement humain ". New York, Oxford University Press. 1994. P. 22

<sup>92</sup> Eirin Mobekk. "Violence, democracy and development; concluding thoughts". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016 Chap 9. P. 236

<sup>93</sup> Myriam Denov. "United Nations and Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 74-94. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 89

<sup>94</sup> UNDP (2011). « Évaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 12

local, avec un impact positif. »<sup>95</sup> Une future mission de l'ONU devrait donc avoir pour objectif de « rompre [le] cycle de violence et de marginalisation »<sup>96</sup> et pour ce faire, agir en toute neutralité et promouvoir une réconciliation nationale inclusive. Il a été observé dans l'Ex-URSS que les organisations criminelles deviennent des acteurs incontournables, qui contrôlent des ressources auparavant étatiques et agissent de manière symbiotique avec l'état, fournissant certains services<sup>97</sup>. Le récent reportage de Stuart Ramsay en entrevue avec le chef du gang « G-9 », un des plus puissants de Port-au-Prince, Jimmy « Barbecue » Chérizier, est éclairant sur le rôle sécuritaire que jouent les gangs dans des zones données; Barbecue prétendant qu'il est en mesure de subvenir aux besoins des habitants sous sa protection<sup>98</sup>. Sur la relation entre l'état et les gangs, il est à noter que les efforts de la MINUSTAH de réformer le secteur de la sécurité se sont avérés discordants à la lumière des rumeurs d'activités clandestines des fonctionnaires et politiciens qui « auraient maintenu des relations secrètes [avec les groupes armés] à travers des liens de clientélisme et de patronage. »<sup>99</sup> Ces groupes armés sont donc des acteurs à considérer dans le casse-tête du schéma sécuritaire haïtien. Selon « Barbecue », une confrontation directe entre les soldats de l'ONU et ces groupes armés créerait davantage de divisions sociales et des victimes collatérales importantes dans ces quartiers densément peuplés de la capitale<sup>100</sup>. Comme le rappelle Le Moign (2018), les groupes armés non étatiques, « s'organisent de manière cohérente et unitaire autour d'un commandement. . . mobilisent des ressources militaires, financières, logistiques nécessaires à la poursuite de leurs objectifs », sans négliger la coopération et l'aide mutuelle des groupes entre eux.<sup>101</sup> En guise d'exemple concret de réussite, le choix du Projet de gestion de déchets à Carrefour-Feuille d'implanter la production de briquettes dans la zone auparavant conflictuelle de Savane Pistache, a permis de changer le narratif sécuritaire, une plus grande proximité avec les leaders non étatiques locaux et l'amélioration du tissu social<sup>102</sup>. L'ONU aura donc tout intérêt à explorer des solutions à travers une structure de pouvoir plus diversifiée et inclusive, tout en préservant sa neutralité, afin de réaliser une proximité avec la population et les différents leaders locaux. Pour ce faire, la synergie entre les différents acteurs devra être réalisée.

---

<sup>95</sup> Gaëlle Rivard Piché. "Security Sector Reform in *Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability*. Canadian Foreign Policy Journal 23, no. 3 (2017). P. 293

<sup>96</sup> UNDP (2011). « Evaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 12

<sup>97</sup> Nathan Jones. "Transnational Crime." In *Contemporary Security Studies*. Collins, Alan, ed. 6th ed. New York: Oxford University Press, 2022. P. 404

<sup>98</sup> Stuart Ramsay. "Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'". Sky News. 31 Jan 2023. Video: Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'

<sup>99</sup> Gaëlle Rivard Piché, "Security Sector Reform in *Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability*. Canadian Foreign Policy Journal 23, no. 3 (2017). P. 298

<sup>100</sup> Stuart Ramsay. "Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'". Sky News. 31 Jan 2023. Video: Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'

<sup>101</sup> Alix Le Moign. "Les groupes armés non étatiques et l'internationalisation de leurs soutiens." Les Champs de Mars 2018/1 (N° 30 + Supplément). p. 202

<sup>102</sup> UNDP (2011). « Evaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 13

## Rétablir la cohérence et la coordination de la gouvernance globale

Les aspirations et les attentes en termes de gouvernance globale, dans le cadre des Objectifs Globaux de développement durable, reposent sur des orientations et une coordination multinationale robuste en ce qui a trait aux politiques mondiales de développement durable et d'assurer des échanges communicationnels constants pour un partage des apprentissages entre les acteurs<sup>103</sup>. Comme proposition de composition d'une force d'intervention, la littérature place une importance capitale dans le leadership civil des opérations multinationales basées sur la sécurité humaine<sup>104</sup>. En effet, l'assistance en développement de la sécurité humaine « dépend de la compréhension et de la coordination civilo-militaire-policière. . . [et d'un] engagement actif entre le secteur de la sécurité et la société civile. »<sup>105</sup>. Il faut comprendre que la mise en œuvre de réformes économiques simultanément aux réformes du secteur de la sécurité et de la justice constitue un défi majeur qui repose sur la prépondérance de « la coopération, la communication, la coordination, et l'intégration »<sup>106</sup> dans la réponse internationale à la détresse haïtienne. Dans ce sens, un groupe d'étude du Collège des Politiques de la Défense de l'OTAN a proposé la mise sur pied d'une *Force de sécurité humaine* combinant une composante civile et militaire, mais opérant selon des principes qui s'éloignent des opérations traditionnellement confiées aux forces militaires<sup>107</sup>. Haïti a besoin d'une organisation regroupant une variété d'intervenants concertés et harmonisés selon des nouveaux concepts d'intervention et qui doit être coordonnée de manière plus centralisée. Il est à noter que des lacunes dans le Forum politique de haut niveau pour le Développement durable ont été notées au sujet de la « performance en matière de leadership et d'orientation, d'engagement envers le multilatéralisme. . . le Forum ne livrant ni sur la responsabilité mutuelle entre les donateurs et les pays en développement ni sur la responsabilité des entreprises. »<sup>108</sup>. Comme le mentionne Mobekk (2016), « il est rare que quelqu'un veuille être coordonné. Les donateurs ont des agendas nationaux différents qui entravent la coordination. »<sup>109</sup>. Néanmoins, la protection des populations vulnérables pourra être faite dans un but rassembleur; le concept de *Force de sécurité humaine* suggère comme tâche primaire pour une force militaire l'instauration d'espaces sécuritaires « dans lesquels une autorité politique légitime peut être établie, surveillée et faire respecter les accords de paix locaux.»<sup>110</sup> Il faut donc augmenter la cohérence pour

---

<sup>103</sup> Marianne Beishim et al. "Global Governance." In *The Political Impact of the Sustainable Development Goals: Transforming Governance Through Global Goals?*, edited by Frank Biermann, Thomas Hickman and Carole-Anne Senit, 22-58. Cambridge: Cambridge University Press, 2022. P. 23

<sup>104</sup> Mary Kaldor. "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 3

<sup>105</sup> Clare Hutchinson. "A Canadian Framework for Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 229-235. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023.P. 233

<sup>106</sup> Eirin Mobekk. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1. P. 15

<sup>107</sup> Mary Kaldor. "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 3

<sup>108</sup> Marianne Beishim, et al. "Global Governance." In *The Political Impact of the Sustainable Development Goals: Transforming Governance Through Global Goals?*, edited by Frank Biermann, Thomas Hickman and Carole-Anne Senit, 22-58. Cambridge: Cambridge University Press, 2022. P. 31

<sup>109</sup> Eirin Mobekk. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1, p 21

<sup>110</sup> Mary Kaldor. "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022. P. 3



éviter que des organismes œuvrant dans le même but se fasse compétition pour les mêmes ressources financières qui se font rares. Il est en effet démontré que les mécanismes de financement au sein de l'ONU sont une source de divisions entre les acteurs<sup>111</sup>. Des actions basées sur les intérêts du peuple haïtien, et non pas sur ceux des donateurs ou des ONG, seront un facteur contribuant à réduire le « patronage endémique. . . [en renforçant positivement] le leadership de la part des responsables haïtiens [par une] combinaison de pressions appliquées et d'incitations offertes par les donateurs. »<sup>112</sup> Ramachandran et Walz (2012) avançaient une série de mécanismes pour mieux synchroniser et superviser les ONG et autres intervenants; par exemple, la création de « guildes nationales » régissant les actions des ONG, ou d'un « code de conduite des ONG » forçant celles-ci à agir dans l'intérêt du pays en restaurant à la fois la cohérence et un leadership haïtien<sup>113</sup>. Cette plus grande coopération dans la gouvernance globale assurera que le gouvernement haïtien puisse enfin recevoir le « financement complet pour mettre en œuvre les programmes-cadres [sans laisser le loisir aux donateurs] de choisir les activités [*pick and choose*] qu'ils souhaitaient soutenir »<sup>114</sup>. En ce qui a trait au leadership d'une telle œuvre unificatrice dans le sens de la sécurité humaine, « le gouvernement du Canada pourrait encore une fois prendre l'initiative de la conception et de la mise en œuvre du concept. La sécurité humaine pourrait être encore mieux affinée pour répondre aux aspirations des Forces armées canadiennes. »<sup>115</sup> Cependant, le manuel Protection, Sécurité, Engagement; Politique du Canada sur la Défense de 2017 ne fait pas la mention des termes *sécurité humaine*<sup>116</sup>, une révision s'impose donc. Un travail cohérent entre les partenaires permettra de canaliser les efforts vers des résultats durables, en évitant qu'Haïti ne redevienne une république d'ONG et surtout, que le remède ne soit pire que le mal.

## CONCLUSION

Le cadre conceptuel présenté dans ce texte propose qu'une future intervention multinationale en Haïti doit éviter de répéter les recettes du passé. Cette mission devrait embrasser davantage les principes de sécurité humaine, pour atteindre des résultats persistants en termes de développement humain durable. Le gouvernement et les représentants de l'ONU actuellement sur le terrain ont renouvelé une demande d'aide internationale sur la toile de fond d'une situation cauchemardesque. L'ONU est responsable de prendre en main cette situation et le Canada pourrait être un des pays

---

<sup>111</sup> Marianne Beishim, et al. "Global Governance." In *The Political Impact of the Sustainable Development Goals: Transforming Governance Through Global Goals?*, edited by Frank Biermann, Thomas Hickman and Carole-Anne Senit, 22-58. Cambridge: Cambridge University Press, 2022. P. 37

<sup>112</sup> Keith Crane et al., "Building a More Resilient Haitian State". Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010. P. 28

<sup>113</sup> Vijaya Ramachandran and Julie Walz. "Is Haiti Doomed to be the Republic of NGOs?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 2012 9 Jan 2012.

<sup>114</sup> Keith Crane et al., "Building a More Resilient Haitian State". Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010. P. 35

<sup>115</sup> Clare Hutchinson. "A Canadian Framework for Human Security". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 229-235. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 229

<sup>116</sup> Rachel Grimes. "Challenges in Applying Human Security at the Strategic, Operational, and Tactical Levels". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 142-165. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 149

phares, en mettant la priorité sur la sécurité des individus. Cela exigera de briser le cycle sécuritaire post-guerre froide de l'OTAN qui place d'importantes ressources sur la sécurité des états et des frontières. Or, les besoins fondamentaux et la souffrance humaine sont en fait la source de l'instabilité. Haïti peut être aidée à rehausser son statut sur le *Fragile States Index*, en renforçant son gouvernement par une aide entièrement restructurée. La sécuritisation de la situation, quoiqu'elle semble instinctivement appropriée, n'a pas démontré qu'elle apporte des résultats durables. Les efforts pour répondre à l'*absence de besoins* doivent passer avant ceux face à l'*absence de peur*, et ils doivent être repensés dans une perspective d'autonomie haïtienne, survivant au départ de l'ONU. Cela ne peut se faire sans une réconciliation nationale consciente de la réalité locale et inclusive. Une force d'assistance capable de créer des liens avec les populations dans le besoin et les leaders locaux, tout en rehaussant la crédibilité du gouvernement et créant des alternatives aux gangs criminels pour les jeunes haïtiens. La prospérité économique est la fondation nécessaire et toutes les initiatives internationales doivent s'assurer de la promouvoir en générant des retombées durables pour l'économie haïtienne. Une communauté mondiale unie doit donc prendre en main cette situation à travers le prisme du développement durable; le Canada peut saisir cette opportunité et devenir le leader dont l'ONU a besoin pour y parvenir. Il est grand temps de tendre une main aidante et bienveillante au peuple haïtien qui appelle à l'aide de tout son cœur.

## BIBLIOGRAPHIE

- Acharya, Amitav. “La sécurité humaine.” Chap. 28 in *La globalisation de la politique mondiale : Une introduction aux relations internationales*, edited by John Baylis, Steve Smith, and Patricia Owens. Montréal: Groupe Modulo, 2011
- Baele, Stephane, and Catarina Thomson. “Securitization Theory.” In *Contemporary Security Studies*. 6th ed., edited by Alan Collins, 173-185. New York: Oxford University Press, 2022
- Beishim, Marianne, et al. “Global Governance.” In *The Political Impact of the Sustainable Development Goals: Transforming Governance Through Global Goals?*, edited by Frank Biermann, Thomas Hickman and Carole-Anne Senit, 22-58. Cambridge: Cambridge University Press, 2022
- Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH). « Communiqué de presse / l’ONU en Haïti est préoccupée par la recrudescence des actes de violence perpétrés contre la population ». 21 mars 2023
- Conseil de sécurité de l’ONU. « Rapport du Secrétaire général ». Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. S/2023/41
- Crane, Keith et al., “Building a More Resilient Haitian State”. Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2010
- David, Lea and Sinesa Malesevic. “Ideology and Nation States.” In *The Routledge Handbook of Ideology and International Relations*, edited by Jonathan Leader Maynard, and Mark L. Haas, 23-39. Taylor & Francis Group, 2022
- Denov, Myriam. “United Nations and Human Security”. In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada’s Military*, p. 74-94. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023
- Fatton, Robert. “Haiti: Trapped in the outer periphery”. Lynne Rienner Publishers, 2014
- Fond Monétaire international. « Données sur Haïti ». En ligne: Haiti and the IMF. Mis-à-jour jan 2023
- Hutchinson, Clare. “A Canadian Framework for Human Security”. In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada’s Military*, p. 229-235. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023
- Jones, Nathan. “Transnational Crime.” In *Contemporary Security Studies*. Collins, Alan, ed. 6th ed. New York: Oxford University Press, 2022

- Gouvernement d'Haïti (Premier Ministre Ariel Henry). « Consensus national pour une Transition Inclusive et des Élections transparentes ». Le Moniteur (Journal officiel de la République d'Haïti). Port-au-Prince. 3 jan 2023.
- Grimes, Rachel. "Challenges in Applying Human Security at the Strategic, Operational, and Tactical Levels". In *Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military*, p. 142-165. Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023. P. 149
- Kaldor, Mary. "NATO and Human Security." NATO Defense College Policy Brief No. 1, 2022
- Karunakara, Unni. "Haiti: where aid failed." *The Guardian* 28 (2010)
- Krasner, Stephen. "The Persistence of State Sovereignty." In *International Politics and Institutions in Time*, edited by Orfeo Fioretos, 39-58. Oxford: Oxford UP, 2017
- Lemay-Hébert, Nicolas. "Living in the Yellow Zone: The Political Geography of Intervention in Haiti." *Political Geography* 67 (2018)
- Le Moign, Alix, "Les groupes armés non étatiques et l'internationalisation de leurs soutiens." *Les Champs de Mars* 2018/1 (N° 30 + Supplément)
- Lewis-Simpson, Shannon et Sarah Jane Meharg, "Evolving Human Security Frameworks and Considerations for Canada's Military". Canadian Defence Academy Press. Dallaire Centre of Excellence for Peace and Security. Kingston. 2023
- Malik, Shahin. "Human Security." In *International Security Studies: Theory and Practice* edited by Peter Hough, et al.. Milton: Taylor & Francis Group, 2020. Section 1, Chapter 5
- MacFarlane, S. Neil and Yuen Foong Khong. "Human Security and the UN: A Critique." Chap. 7 in *Human Security and the UN: A Critical History*. Bloomington: Indiana University Press, 2006
- Mobekk, Eirin. "UN Peace Operation". In *UN Peace Operations: Lessons from Haiti, 1994-2016*. Taylor & Francis, 2016. Chap 1
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). « Rapport mondial sur le développement humain ». New York, Oxford University Press. 1994
- Ramachandran, Vijaya and Julie Walz. "Haiti: Where Has All the Money Gone?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 2012 14 May 2012
- Ramachandran, Vijaya and Julie Walz. "Is Haiti Doomed to be the Republic of NGOs?" Blog Post. Washington, DC: Center for Global Development, 9 Jan 2012

- Ramsay, Stuart. "Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'". Sky News. 31 Jan 2023. Video: Haiti unrest: Sky meets Haiti's notorious gang leader 'Barbecue'
- Rivard Piché, Gaëlle. "Security Sector Reform in Haiti since 2004: Limits and Prospects for Public Order and Stability." *Canadian Foreign Policy Journal* 23, no. 3 (2017).
- Schuller, Mark. "Killing with kindness: Haiti, international aid, and NGOs." Rutgers University Press, 2012
- Taureck, Rita. "Securitization Theory and Securitization Studies." *Journal of International Relations and Development* 9, no. 1 (03, 2006)
- The Fragile States Index 2022: Global Data." <https://fragilestatesindex.org/global-data/>
- The Global Goals. "Les Objectifs". Project Everyone. Site web: <https://www.globalgoals.org/fr/>
- Transparency International. Corruption Perceptions Index. 2021. En ligne : 2021  
Corruption Perceptions Index - Explore the... - Transparency.org
- UNDP (2011). « Évaluation indépendante du Projet du PNUD de Gestion de Déchets Solides à Carrefour Feuilles, Port-au-Prince en Haïti » (2006-2011). P. 12
- UNDP (2022). Global Multidimensional Poverty Index (MPI) | Human Development Reports (undp.org)
- Zartman, William, "Need, Creed and Greed in Intrastate Conflict," In *William Zartman: A Pioneer in Conflict Management and Area Studies: Essays on Contention and Governance*, 2019.